

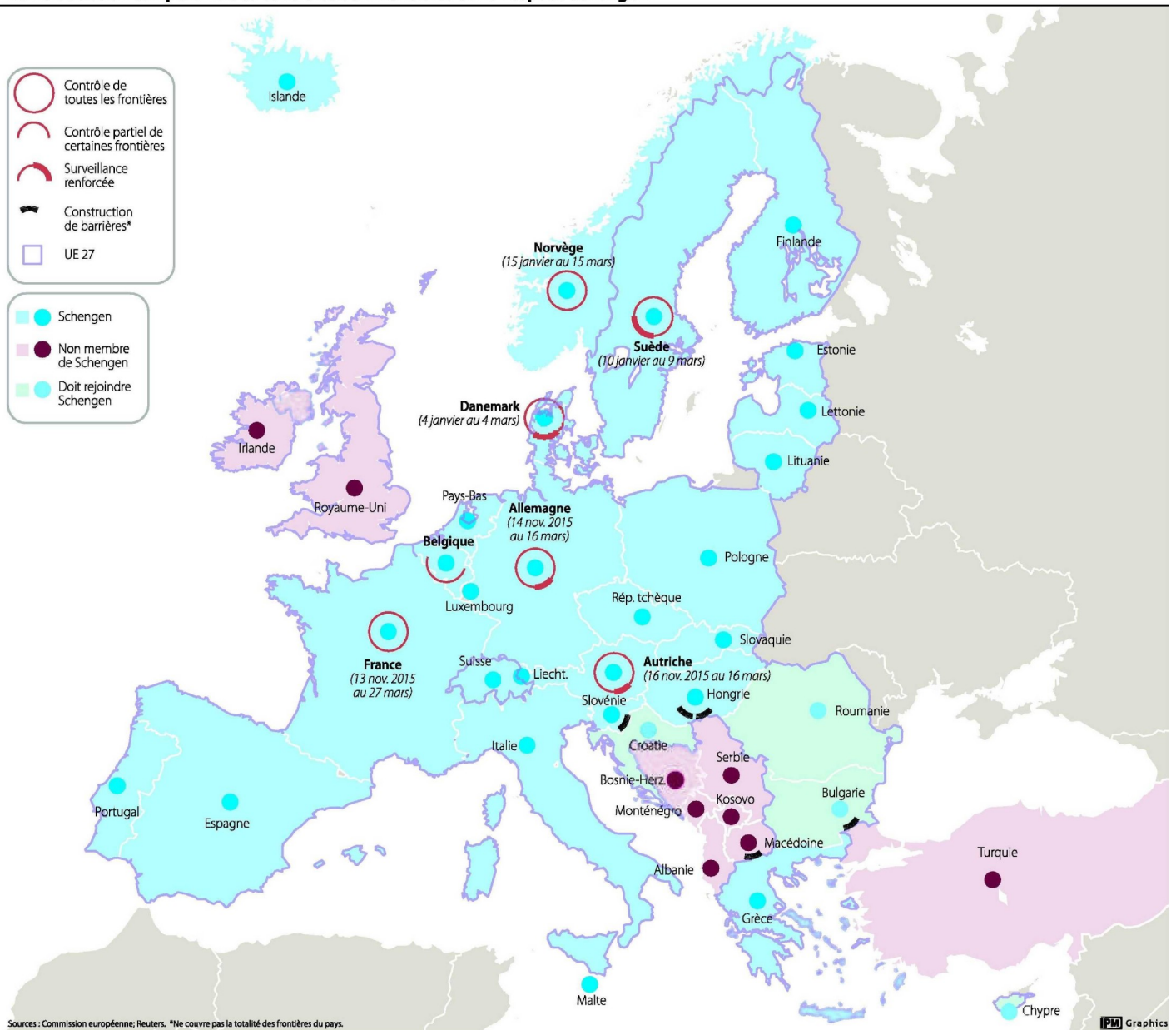
L'Union divisée compte sur la Turquie

• Les Vingt-huit, qui reçoivent le Premier ministre turc à Bruxelles lundi, comptent sur lui pour freiner l'afflux de migrants.

• Mais cela se monnaie et tous n'y sont pas prêts.

• Qui plus est, Ankara s'attaque aux libertés, de la presse en particulier.

Réintroduction temporaire des contrôles aux frontières dans l'espace Schengen



Les Européens suspendus à un sommet "crucial" avec Ankara

La coopération avec la Turquie est cruciale. Très cruciale. Plus que cruciale." Cette formule a servi de ponctuation au discours que le commissaire européen aux Affaires intérieures Dimitris Avramopoulos a prononcé vendredi. De quoi montrer à quel point l'Union mise gros sur le sommet avec Ankara, ce lundi, pour voir baisser le flux de migrants à destination de ses côtes.

En réalité, il s'agit là d'une des dernières solutions imaginées par l'UE qui n'a pas (encore) échoué. La relocalisation de 160 000 réfugiés depuis la Grèce et l'Italie est restée lettre morte. Les fameux hotspots ne sont toujours pas à 100% fonctionnels. Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'Union, peine à lutter seule contre les réseaux de passeurs – elle va recevoir l'aide opérationnelle de l'Otan. Et, pour couronner le tout, les bisbrouilles entre Etats membres font désormais partie du train-train quotidien de l'Union, même si le président du Conseil européen Donald Tusk dit voir "un consensus européen" se dessiner.

La Turquie est donc incontournable pour trouver une solution à la crise migratoire, qui se fait de plus en plus urgente alors que la Grèce sombre dans une crise humanitaire profonde.

Des frictions récurrentes

Dans l'accord euro-turc conclu en novembre dernier, les Européens ont promis à Ankara trois milliards d'euros pour l'aider à s'occuper des 2,5 millions de réfugiés hébergés sur son sol et une redynamisation de son processus d'adhésion à l'Union, en commençant par une

libéralisation des visas européens pour ses ressortissants. En échange, la Turquie s'est engagée à mieux contrôler ses frontières et à lutter contre les passeurs. Ce lundi, il s'agit donc pour les deux parties de faire le point sur les avancées de l'accord et de réaffirmer leurs engagements.

Le Premier ministre Davutoglu est arrivé à Bruxelles dès dimanche soir pour préparer le sommet, à huis clos, avec la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union.

La réunion de lundi, deuxième en moins de quatre mois, survient dans un climat de frictions récurrentes, l'Union s'inquiétant de la répression contre les médias hostiles au président Erdogan (lire en page 16).

Outre cette atmosphère tendue, les discussions restent compliquées. Les Européens réclament par exemple de la Turquie qu'elle reprenne dès le 1^{er} juin tous les migrants qui n'auraient pas obtenu l'asile dans l'Union. En signe de bonne volonté, Ankara vient d'accepter de reprendre plus de 800 migrants originaires du Maghreb depuis la Grèce. Mais tout cela se monnaie. Les Turcs "vont certainement insister sur l'ouverture d'un canal de migration légale vers l'Europe", à savoir une réinstallation de migrants en Europe directement depuis la Turquie, pense un diplomate. Une idée qui risque de ne pas faire que des heureux parmi les Vingt-huit.

Bref, on l'aura compris, le sommet est "crucial". Reste à voir s'il l'est assez pour dépasser les animosités intra-européennes, les caprices et les intérêts nationaux de chacun.

M. U.

"La coopération avec la Turquie est cruciale. Très cruciale. Plus que cruciale."

DIMITRIS AVRAMOPOULOS

Epingle

Les Turcs ne veulent pas être pris pour des "idiots"

"Nous allons faire tout ce qui est nécessaire" dans la lutte contre les migrations illégales, a assuré jeudi 3 mars le Premier ministre Ahmet Davutoglu à la sortie d'une rencontre avec le président du Conseil européen, Donald Tusk. Les autorités turques martèlent que le pays, qui accueille au moins trois millions de réfugiés, a déjà dépensé 9 milliards d'euros depuis le début de cette crise humanitaire.

Les responsables turcs dénoncent depuis des mois le "double langage" européen qui consiste à implorer la Turquie d'ouvrir ses portes aux réfugiés syriens et de

verrouiller sa façade maritime face à la Grèce. "On nous prend pour des idiots", avait ainsi lancé le vice-Premier ministre Yalçın Akdoğan, après la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Ankara début février. "Nous n'avons pas le mot écrit 'imbécile' sur le front", avait enchaîné le président Recep Tayyip Erdogan.

Ankara sait que, pour l'Europe, la Turquie est un acteur incontournable dans cette crise humanitaire. Lors des négociations qui ont abouti à la promesse du versement de trois milliards d'euros en novembre dernier, le président Erdogan, furieux, avait lancé au président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker : "Si nous le voulons, nous pouvons ouvrir les portes vers la Bulgarie et la Grèce à tout moment, et vous envoyer les réfugiés par autocars entiers !" **A.B.**, à Istanbul

La Turquie considère les réfugiés comme des invités, des personnes de passage

Reportage Alexandre Billette
Correspondant à Istanbul

Tu ne sais jamais ce qui va se passer ici : quand tu es réfugié en Turquie, tu n'es pas protégé, tu as toujours peur, de la police, de l'Etat, du gouvernement...” Mohammed, un jeune Damascène de 27 ans, est à Istanbul depuis sept mois, mais compte bien traverser la mer Egée d'ici à quelques semaines, malgré les dangers, lorsque les températures plus clémentes seront de retour. Comme lui, nombreux sont ceux, parmi les trois millions de Syriens réfugiés sur le sol turc, qui n'entendent pas s'y installer, mais plutôt reprendre la route vers l'Europe, où les conditions d'asile sont jugées meilleures.

Selon la loi, la Turquie, qui a ratifié la Convention de Genève sur le statut des réfugiés en 1951, ne peut reconnaître comme réfugiés que d'éventuels demandeurs d'asile en provenance d'Europe – ce qui était la motivation initiale de cette convention, adoptée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les centaines de milliers de Syriens et d'Irakiens présents sur le territoire turc sont ainsi

considérés comme des “invités”, une définition qui n'a aucune assise juridique dans la législation turque. “Ce concept d'invité indique bien à quel point les autorités turques elles-mêmes considèrent les réfugiés comme des personnes de passage”, explique la sociologue Dogus Simsek, spécialiste des questions migratoires à l'Université Koç d'Istanbul. “Depuis le début de la guerre en Syrie, le gouvernement turc a pratiqué une politique de portes ouvertes à l'égard des Syriens, mais estime en même temps que ceux-ci vont rentrer chez eux une fois la guerre terminée. C'est, encore aujourd'hui, l'état d'esprit des autorités lorsqu'elles abordent la question des réfugiés, ce qui ne contribue pas du tout à la mise en place d'une réelle politique d'intégration.”

Bureaucratie et manque de moyens

Avec le prolongement et l'aggravation du conflit syrien, la Turquie a cependant bien été obligée d'adapter sa législation pour faire face au flux

croissant de réfugiés en provenance du Moyen-Orient. En 2014, une loi sur la protection des étrangers a ainsi été adoptée, permettant aux “invités” syriens qui se seront enregistrés de bénéficier d'une certaine protec-

tion sociale et d'un accès aux soins et à l'éducation. Mais en pratique, les conditions d'accès à ces aides varient selon les villes et, surtout, se heurtent à une lourde bureaucratie et à un manque de moyens.

Les écoles en langue arabe sont, par exemple, trop peu nombreuses pour les enfants syriens

qui ne maîtrisent pas la langue turque, tandis que les permis de travail sont limités à certaines branches professionnelles et attribués après six mois de présence sur le territoire, encourageant l'embauche, largement répandue, de travailleurs syriens au noir. “Il y a très peu de communication sur les aides ou les droits dont peuvent bénéficier les réfugiés; ce sont donc essentiellement les ONG qui jouent ce rôle d'infor-

mateur. On le voit très nettement : dans les villes où les associations sont présentes en nombre, comme Istanbul, Ankara ou Gaziantep, les conditions des réfugiés sont meilleures que dans les villes où l'Etat, seul, pourvoit à ces aides”, explique Dogus Simsek.

A quoi vont servir les 3 milliards d'euros ?

A la suite de l'accord conclu entre Ankara et Bruxelles fin novembre, le gouvernement turc devrait toucher des fonds européens, estimés à trois milliards d'euros, pour améliorer les conditions des réfugiés sur son sol et ainsi réduire le flux migratoire à desti-

nation de l'Europe. “Que ce soient 3 milliards ou 300 milliards d'euros, on ne peut pas mettre en place une politique d'asile à partir de zéro en claquant des doigts”, estime cependant le responsable d'une ONG qui vient en aide aux réfugiés à Istanbul.

Autre hypothèse évoquée dans la presse turque ces derniers jours : le financement européen pourrait finalement, au lendemain du sommet Union européenne-Turquie prévu lundi à Bruxelles, être consacré d'avantage au renforcement de la sécurité aux frontières de la Turquie.

Enfin, “Zaman” aime le président

■ Mis sous tutelle, le quotidien turc affiche une ligne favorable à M. Erdogan.

Le quotidien turc à gros tirage “Zaman”, très critique envers le président Recep Tayyip Erdogan, a paru dimanche pour sa première édition depuis sa mise sous tutelle en affichant une ligne nettement progouvernementale. “Internet a été coupé, nous ne pouvons plus utiliser notre système”, a rapporté l'un des journalistes, ajoutant que “l'édition de dimanche n'[avait] pas été faite par du personnel de “Zaman”.”

En Une du journal, un article sur un ambitieux projet de construction d'un pont de trois milliards de dollars entre les rives asiatique et européenne d'Istanbul a remplacé les habituelles critiques de “Zaman”. A l'unisson de la presse progouvernementale, il publie également des clichés de funérailles de “martyrs” tués lors d'affrontements avec des rebelles kurdes. Et, toujours en Une, une photo de M. Erdogan tenant la main d'une femme âgée, pour annoncer la Journée de la femme la semaine prochaine.

Le groupe Zaman, qui, outre “Zaman” et “Today's Zaman”, possède

l'agence de presse Cihan, est considéré comme proche de l'imam Fethullah Gülen, ancien allié devenu l'ennemi numéro un de M. Erdogan.

Le quotidien, qui tire à quelque 650 000 exemplaires, avait titré samedi sur le “jour de honte” pour la liberté de la presse en Turquie, ayant pu sortir une dernière édition juste après sa mise sous tutelle. En début d'après-midi, la police avait mis fin, avec des tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène, au rassemblement à Istanbul de quelque 500 personnes devant le siège du quotidien, investi dans la nuit par les forces de l'ordre. Les administrateurs de tutelle mis en place par les autorités turques ont limogé le rédacteur en chef du groupe, Abdülhamit Bilici, selon plusieurs médias.

“Ne pas céder au chantage”

Cette reprise en main a soulevé l'inquiétude de Washington et de l'Union européenne, qui ont rappelé M. Erdogan au respect de la liberté de la presse. En vue du sommet Union européenne-Turquie de lundi, l'organisation Reporters sans frontières a appelé l'UE à ne pas “céder au chantage sur les migrants” alors qu'Ankara “piétine ostensiblement” une valeur fondamentale européenne.

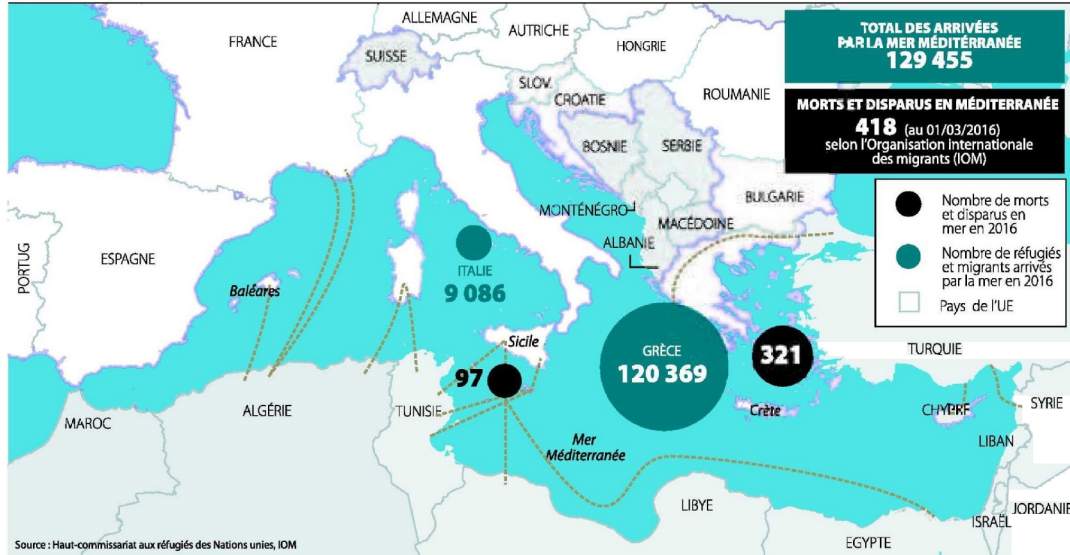
Le gouvernement turc, lui, a nié toute interférence, le Premier ministre Davutoglu assurant qu'il ne s'agissait “pas d'une procédure politique, mais juridique”. (AFP)

25

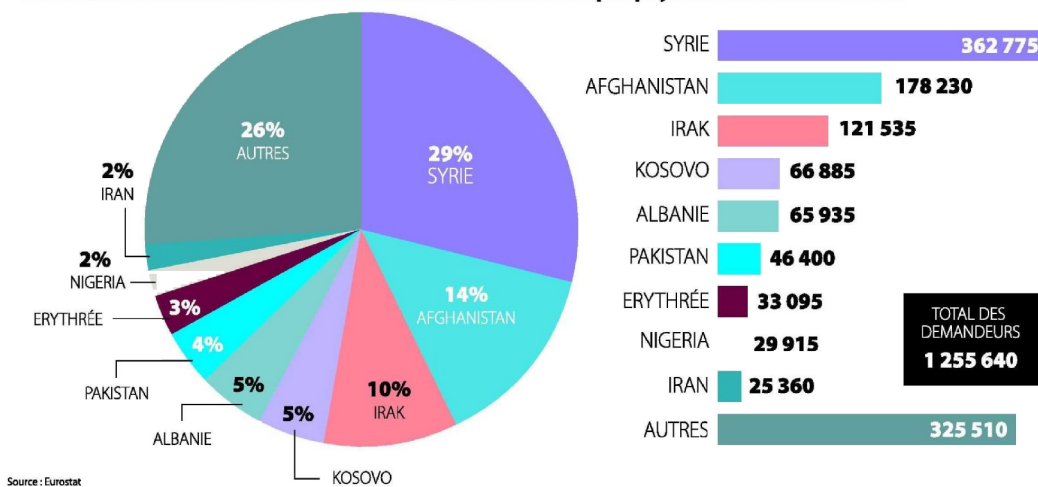
NAUFRAGES

Au moins vingt-cinq migrants, dont dix enfants, sont morts dimanche dans un naufrage au large de la station balnéaire de Didim, dans le sud-ouest de la Turquie.

Arrivées par la Méditerranée en 2016



Primo-demandeurs d'asile dans les États membres de l'UE par pays de nationalité en 2015



Primo-demandeurs d'asile dans les États membres de l'UE en 2015

	Nombre	Evolution 2014-2015	Part du total de l'UE	Demandeurs par million d'habitants		Nombre	Evolution 2014-2015	Part du total de l'UE	Demandeurs par million d'habitants
Hongrie	174 435	+323%	13,9%	17 699	Grèce	11 370	+50%	0,9%	1 047
Suède	156 110	+108%	12,4%	16 016	Irlande	3 270	+127%	0,3%	707
Autriche	85 505	+233%	6,8%	9 970	Royaume-Uni	38 370	+19%	3,1%	591
Finlande	32 150	+822%	2,6%	5 876	Espagne	14 600	+167%	1,2%	314
Allemagne	441 800	+155%	35,2%	5 441	Pologne	10 255	+83%	0,8%	270
Luxembourg	2 360	+129%	0,2%	4 194	Estonie	225	+54%	0,0%	172
Malte	1 695	+33%	0,1%	3 948	Lettonie	330	-10%	0,0%	165
Danemark	20 825	+43%	1,7%	3 679	Slovénie	260	-27%	0,0%	126
Belgique	38 990	+178%	3,1%	3 463	Rép. tchèque	1 235	+36%	0,1%	117
Bulgarie	20 165	+87%	1,6%	2 800	Lituanie	275	-29%	0,0%	93
Pays-Bas	43 035	+98%	3,4%	2 546	Portugal	830	+89%	0,1%	80
Chypre	2 105	+42%	0,2%	2 486	Roumanie	1 225	-18%	0,1%	62
UE	1 255 640	+123%	100%	2 470	Slovaquie	270	+18%	0,0%	50
Italie	83 245	+31%	6,6%	1 369	Croatie	140	-63%	0,0%	34
France	70 570	+20%	5,6%	1 063					

Source : Eurostat